



Les résultats des élections professionnelles, prud'homales et à l'éducation nationale, montrent des salariés moins déprimés qu'on le laissait croire.

Leurs votes montrent de façon limpide qu'ils veulent que les syndicats agissent sans tarder.

Une série d'élections professionnelles est en train de s'achever. Les résultats montrent que les salariés n'ont pas abandonné l'idée de résister à la casse du droit du travail, aux atteintes aux libertés.

Les salariés, qui subissent la crise bien plus durement que les banquiers tendrement traités par le président de la République française et la plupart des responsables politiques des pays, font massivement confiance aux syndicats de transformation sociale et de lutte, bien davantage qu'aux syndicats d'accompagnement qui perdent beaucoup de suffrages.

Aux élections prud'homales, les salariés ont montré qu'ils faisaient confiance à la CGT, syndicat de lutte, pour défendre leurs intérêts individuels et collectifs. La progression de la CGT s'accompagne de la baisse sensible des syndicats d'accompagnement, ce qui doit être un encouragement à poursuivre sans relâche les explications, l'organisation des salariés, la prise en compte de leurs revendications et le travail unitaire.

La FSU présentait très peu de listes. Une liste FSU était proposée aux suffrages des salariés des « activités diverses » du ressort de Pau. Elle a fait moins de voix que lors du scrutin précédent. Il est possible qu'une partie des voix se soit reportée sur le syndicat SUD, voire sur l'alliance Anaram au patac-Lab. Ou directement sur la CGT.

Il est possible également que cette perte de voix et de pourcentage soit la conséquence de l'absence d'une véritable campagne électorale, par manque de militants. Même pour l'affichage électoral, il a été très difficile de trouver des militants qui acceptent de s'y mettre. Il faut ici saluer une vaillante camarade U&A retraitée du SNES qui s'y est mise activement, Paule, suivie par un camarade tout aussi vaillant, EE, retraité du SNUipp, Jean-Marie. Sans eux, il n'y aurait eu AUCUNE affiche FSU collée.

Il est possible enfin que des électeurs aient anticipé le rassemblement syndical évoqué par Matthieu Leiritz au cours du séminaire U&A de l'été dernier à Marly, et aient directement voté CGT.

Dans un entretien paru dans l'Humanité du 5 décembre, Bernard Thibault dit que le vote exprime un besoin d'agir sans tarder. A propos du pourcentage de votants, il précise : « *dans la centaine de bureaux de vote existant directement sur les lieux de travail, la participation a été supérieure à 50 %. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé, dès mercredi soir, au ministre du travail, d'organiser les prochaines élections dans les entreprises.* » Il déplore par ailleurs que les intérimaires aient été systématiquement écartés.

On peut encore éviter que ce même phénomène ne s'exprime trop violemment à l'éducation nationale en incitant vivement les non-titulaires à voter avant le 8 décembre, pour la FSU.

Le vote dans l'éducation nationale a également conforté le syndicalisme de lutte, puisque les syndicats de la FSU ont maintenu ou conforté leur large avance, sauf le SNUEP qui continue à souffrir de phénomènes que nous analyserons une autre fois. La CGT, très minoritaire à l'éducation nationale, progresse assez sensiblement, ce qui peut démonter un peu d'impatience de la part de camarades déçus par ce qu'ils estiment être une paresse syndicale du SNES et du SNUipp. Si le SE progresse légèrement, le SGEN baisse sensiblement, ce qui est une bonne nouvelle.

Il faudra étudier soigneusement les résultats et en tirer les conséquences tactiques et stratégiques nécessaires.

* *
*

Nous regarderons la semaine prochaine ce que raconte Jacques Cotta quand il rapporte des propos publics du secrétaire national de la CFDT, et ce que vient de déclarer le secrétaire général de la CES quand « *il appelle à la création d'une nouvelle alliance sociale qui unirait les syndicats au monde des affaires et aux gouvernements afin de contrer l'orgie auto-destructrice des marchés financiers* » et il ajoute : « *il faut sauver le capitalisme de lui-même.* » Ce n'est pas une revendication que l'on a l'habitude de voir sur les banderoles des syndicats, mais elle est plus nécessaire que jamais. »

* *
*

Agir vite, agir ensemble

Si la lassitude existe, la résignation et le fatalisme ne marquent pas les résultats des élections professionnelles. C'est un signal excellent qu'il faut savoir entendre et à partir duquel il faut absolument passer à la vitesse supérieure.

- parce que les salariés nous le disent
- parce que, si on attend trop, les destructions seront telles sur le champ des services publics et des libertés syndicales, que ce sera encore plus difficile.
- Enfin parce que des secteurs entiers se mettent en marche.

Il faut coordonner tout cela, stimuler l'action sur nos propres champs, tant il est vrai qu'on ne peut faire converger que des actions qui existent.

Partout, dans tous les services publics où le vote est organisé, il faut inciter les salariés précaires, non titulaires, à voter pour les syndicats de lutte, pour les syndicats de la FSU. Il ne reste que deux jours avant la clôture du vote.

Il est nécessaire que le vote des non-titulaires confirme celui des fonctionnaires titulaires ou des salariés en CDI.

Le pouvoir croyait peut-être avoir détruit toute idée de résistance et d'espoir dans la construction d'une alternative proposée par les organisations syndicales pour imposer un service public revivifié, une fonction publique raffermie au service d'une population affaiblie par une crise qui profite aux plus riches.

Il n'a pas réussi au niveau syndical ce qu'il a en partie réussi au niveau politique : organiser et entretenir soigneusement la division, inoculer le virus libéral, désespérer l'électorat populaire.

Il lui est beaucoup plus difficile de faire passer les valeurs frelatées de l'individualisme, pour remplacer la valeur de solidarité, dans le monde salarial où les travailleurs savent pour la vivre quelle est la réalité du salariat, quelle est la finalité de la concurrence qu'on tente d'organiser entre salariés, de la xénophobie qu'on tente d'instiller dans la société, quelle est la disproportion entre leurs salaires et les richesses créées, puis réparties de façon si inégale.

Ces propagandes trouvent un écho chez les salariés, si aucune autre explication ne vient leur dire pourquoi cela va si mal. Heureusement, le mouvement syndical de lutte se ressaisit, donne les explications indispensables, organise les luttes locales et les fédère entre elles afin d'opposer enfin au patronat et à une droite insolente la force organisée du mouvement populaire.

Dans la Fonction Publique, la même dynamique doit s'accélérer si on veut espérer renverser l'entreprise de destruction massive des services publics et enclencher la dynamique de leur rénovation démocratique.

Tous aux rassemblements du 10 décembre à Pau et à Bayonne

C'est un des objectifs de la journée du mercredi 10 décembre qui se concrétisera sur deux lieux dans notre département :

- A 14 heures 30 place Clemenceau à Pau
- A 14 heures 30 devant la sous-préfecture à Bayonne

Il s'agit de rassembler le plus grand nombre possible de personnes, invitées à manifester par l'intersyndicale large de l'éducation nationale, la FCPE, l'ICEM, le GERMEA et quelques autres mouvements pédagogiques et associations complémentaires de l'Ecole. Sans oublier ceux qui expriment joyeusement leur refus de la politique gouvernementale depuis plusieurs jours, par milliers, dans les rues des principales villes du département, et qui ont réussi deux belles manifestations vendredi à Pau (plus de 1000 participants) et à Bayonne (700 participants) : les lycéens, directement concernés par la réforme des lycées, par la suppression de dizaines de milliers de postes dans les établissements et de milliers de postes aux concours. Directement menacés par la déstructuration et l'appauvrissement organisés de l'Ecole, par la décision d'abandonner les élèves en difficulté et par la diffusion de l'idée de rendre les élèves et les familles en difficulté responsables de leurs difficultés.

Soyons nombreux mercredi aux rassemblements de Pau et de Bayonne !

Poursuivons la dynamique gagnée le 20 novembre et imposons l'idée exprimée le 25 novembre lors de la réunion de courant de pensée Unité & Action au CDFN de la FSU, d'une grève qui permettra de construire sur la durée et dans la convergence le mouvement de refus d'une politique MORTELLE pour les services publics et pour l'idée même de fonction publique, au-delà même de la démolition de l'Ecole.

U&A FSU 64, le 7 décembre 2008

Les Français et les services publics (voir sur le site national de la FSU)



La FSU souhaite vous consulter personnellement pour recueillir votre opinion à l'égard des services publics. Nous vous remercions de prendre quelques minutes pour répondre à ce questionnaire. Vos réponses seront analysées par l'Institut de sondage CSA en respectant votre anonymat.